



Renforcement des organisations de producteurs dans la région Huetar Norte, Costa Rica.

**Nicole Sibelet , Philippe Pédelahore,
2007¹**

Liminaire méthodologique

Le présent document a été réalisé à partir d'une part d'interviews réalisées successivement par Philippe Pédelahore et Nicole Sibelet le 1^{er} septembre 2005 et le 05 avril 2006, auprès de Guy Faure et d'autre part de l'analyse des documents cités en bibliographie. Il est mis en forme en suivant le guide fourni par l'Action Thématique programmée Conception des Innovations et Rôle du Partenariat (ATP CIROP) (Hocdé, *et al.*, 2005).

1. Introduction : contexte de l'expérience.

Le Costa-Rica se situe en Amérique Centrale (voir figure n°1 ci-dessous) en zone tropicale humide. Ce pays est placé dans un contexte de renforcement des processus de mondialisation des échanges et de libéralisation de l'économie. Cette évolution s'est en particulier traduite par la mise en place du traité de libre échange (TLC) avec l'Amérique du Nord.

Figure n°1 : Situation du Costa-Rica.



¹Référence pour citation

Sibelet N, Pedelahore Ph, 2007, Renforcement des organisations de producteurs dans la région Huetar Norte, Costa Rica, ATP CIROP, CIRAD, Montpellier, France, 13 p.

La région de Huetar Norte (voir figure n°2) est une zone de plaine tropicale humide. C'est un ancien front pionnier aujourd'hui stabilisé où se sont établis des familles de différentes provenances. Le sentiment communautaire est de ce fait peu développé. De fait, de nombreuses organisations paysannes existent mais elles ont majoritairement été instituées par l'Etat sans qu'une réappropriation par leurs membres ne vienne donner corps à ces structures. De fait, ces organisations paysannes étaient faibles avant le projet. Paradoxalement, le projet porte en soi une force collective qui contrecarre cette faiblesse ; les producteurs participent à un travail de réflexion sur une vision commune de l'agriculture.

Figure n°2 : Localisation de la région Huetar Norte.



Dans cette région coexistent trois types d'exploitations agricoles :

- Une agriculture d'entreprise basée sur des produits d'exportation (ananas, oranges, bois...). Cette agriculture est en phase d'expansion en particulier au niveau foncier.
- Une agriculture familiale diversifiée (lait, fromage, grains de base –haricot, riz-) qui produit essentiellement pour le marché intérieur et qui est confrontée à la concurrence des importations (fort déclin de la production de maïs en particulier). Cette agriculture en difficulté génère des revenus faibles.
- Une agriculture familiale basée sur des produits d'exportation (cœur de palmier, ananas, productions florales...) qui génère de meilleurs revenus mais dont l'accès n'est pas aisé pour l'ensemble des ménages agricoles (investissements importants, connaissances techniques pointues, accès aux marchés, prise de risque...).

L'agriculture costaricienne est fortement administrée. Cette région compte un nombre important d'organisations de producteurs d'origine plus ou moins anciennes et sectorielles

mais qui connaissent généralement des difficultés pour remplir leurs fonctions et gérer leurs activités : « Beaucoup d'organisations sont nées impulsées par l'Etat et pas de la base, ce qui les affaiblit »² (UNICRESE, 2005b). Les plus opérationnelles sont celles, relativement récentes, qui sont tournées vers l'organisation des filières d'exportation (ananas, productions florales...) puisque ce genre de filière impose de regrouper les producteurs et de limiter le nombre d'intermédiaires.

Le projet étudié est un processus d'échanges, appelé dans la suite processus, OP-MAG-CIRAD, entre producteurs accompagnés d'un technicien et d'un chercheur pour élaborer une proposition pour le renforcement de l'agriculture familiale de Huetar Norte. Le processus est ici étudié de juin 2003 à novembre 2005.

Si les organisations paysannes en place sont plutôt faibles, il n'en demeure pas moins que l'objectif des paysans s'inscrit dans un processus historique, qu'ils rappellent eux-mêmes dans leur texte commun (UNICRESE, 2005a), p. 20): « Lutte pour la terre, lutte des producteurs de cacao. »³ Ces mouvements de lutte pour la reconquête soit de l'indépendance, soit de la terre sont anciens et profondément ancrés en Amérique Latine. Ils ont produit des réformes agraires voire des révolutions.

Ce processus a abouti à un document en juin 2005 (UNICRESE, 2005a) intitulé « L'agriculture familiale pour nos enfants dans la région de Huetar Nord du point de vue des organisations de producteurs. »⁴ Un congrès national à ce sujet réunissant deux cents Organisations Paysannes en novembre 2005 a cloturé cette phase.

Le modèle libéral et agro exportateur pose beaucoup d'interrogations sur le devenir des agricultures familiales même si certaines des structures d'appui (vulgarisation...) continuent de fonctionner. Les petits producteurs diversifiés expriment beaucoup d'inquiétudes par rapport au devenir de leurs enfants et les encouragent à profiter de l'accès aux études pour se diriger vers le secteur tertiaire (administration, commerce, tourisme...) et les centres urbains.

Paradoxalement, dans leur document final (UNICRESE, 2005b) les producteurs souhaitent pouvoir contrecarrer ce mouvement qui vide leurs campagnes de leurs enfants : « L'éducation en milieu rural est fondamentale. Nous voulons avoir un autre système d'éducation, en milieu rural pour prendre mieux en compte notre mode de vie et pour que les jeunes se préparent à devenir agriculteurs ou pour développer leurs entreprises sur place. Nous ne voulons pas que les compétences des jeunes soient exportées ailleurs. »⁵

Il n'est pas fait mention dans les documents à disposition que les jeunes ne trouvent pas le travail qu'ils souhaitent en ville. Mais il est souvent question de la situation économique difficile ou de la nécessité d'améliorer un niveau de vie qui s'est déprécié sur la dernière décade (UNICRESE, 2005b) p. 5). En tout cas, vouloir garder les enfants dans la région est explicitement justifié par deux aspects : le premier en termes de valeur –pouvoir vivre au

² « Muchas organizaciones nacieron de las necesidades del Estado y no de la base lo que las debilita. »

³ « Lucha por la tierra, lucha de los cacatores. »

⁴ « La Agricultura Familiar para nuestros hijos en la Región Huetar Norte desde la perspectiva de las organizaciones de productores. Diagnostico, visión y propuesta : una contribución al desarrollo teritorial rural. »

⁵ « La educación de los jóvenes en el medio rural es sumamente importante. Queremos tener otro sistema de educación en el medio rural para que tome mejor en cuenta nuestro modo de vida y nuestra cultura, para que preparen a los jóvenes para ser agricultor o para desarrollar su empresa en la comunidad. No queremos que las competencias de los jóvenes se vayan fuera de la zona. »

pays, auprès de sa famille-, le second en termes opérationnel –apporter des forces vives à la région avec la capacité d’entreprendre dans l’agriculture.

2. Description des différentes phases de l’expérience conduite.

2.1. La demande initiale

La genèse de ce projet d’appui aux organisations de producteurs est ancienne. Il s’inscrit dans le prolongement des travaux d’expérimentation agronomique initiés depuis 1990 par un chercheur du CIRAD (Henri Hocdé) en collaboration avec l’organisation nationale « Mesa Nacional Campesina » (MNC). Cette collaboration sur les expérimentations avait conduit à la constitution du Comité Régional des agriculteurs expérimentateurs de la zone Nord. En 1999, la MNC avait tenté en vain de construire une plateforme des OP (Faure, *et al.*, > 2005), p1). Cette idée fut reprise par le Comité Régional des Agriculteurs Experimentateurs de la Zona Norte (CRAEZN).

L’expérimentation paysanne apparaît comme l’un des leviers permettant aux producteurs de jouer un rôle actif dans la problématique plus générale du devenir des agricultures familiales.

Suite au départ de Henri Hocdé en 2000 plusieurs missions du CIRAD TERA (Pierre Marie Bosc, JP Tonneau, HH+GF...) ont lieu entre 2001 et 2002 pour relancer les travaux sur ce terrain. « L’accroche institutionnelle » du CIRAD est le Ministère de l’Agriculture costaricien. Si ce ministère n’apparaît pas comme « moteur » dans ce projet d’appui aux organisations paysannes il accepte cependant le principe de ce type de travail dans la région de Huetar Norte et donne son « feu vert » pour la mise en place d’un assistant technique. En 2001, cette dynamique débouche sur un premier atelier organisé par les OP soutenues par le CIRAD et le MAG.

En 2003 Guy Faure est nommé en poste au Costa-Rica et le Ministère de l’agriculture costaricien lui désigne alors un homologue en la personne de M. David Meneses, technicien en charge de la zone de Huetar Norte.

Dans le document centralisé et signé par UNICRESE (UNICRESE, 2005a), il est affirmé que cette union tient un rôle central. Or au départ, cette OP est une structure dont la charpente a été bâtie par l’Etat et qui jusqu’alors restait quelque peu désincarnée. Si au travers du programme OP-MAG-CIRAD, UNICRESE a pu se construire une chaire et une légitimité, il se pose la question du développement et de la durabilité de cette légitimité via les opérations qu’elle arrivera ou non à concevoir et à mettre en œuvre.

2.2. Définition des thématiques de travail (le point « négociation » de votre guide).

A l’initiative d’un autre chercheur du CIRAD (Guy Faure) et d’un technicien du MAG (David Meneses), un atelier est organisé en juin 2003 pour formaliser les échanges avec les représentants des groupements de producteurs, après une suite de contacts individuels. A cet atelier de lancement participent Guy Faure, David Meneses et les représentants des organisations identifiées par ce dernier. Les échanges sont construits autour de la question générale « quel avenir pour les agricultures familiales ? ». Les échanges conduisent à dégager les premiers axes de travail pertinents.

i) Dans le souhait initial de sOP, réaliser une plateforme figurait le besoin du renforcement de leur agriculture face à la crise économique que les producteurs subissaient et exprimaient.

Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) a apporté son appui via la participation d'un de ses techniciens en posant la condition que les échanges aboutissent à des propositions et pas à des revendications (Faure, *et al.*, > 2005)p. 2).

ii) Lors de l'atelier en 2003, il fut décidé (Faure, *et al.*, > 2005) :

- a) Une série d'atelier de travail, avec un groupe de représentants, pour élaborer un diagnostic agraire et des propositions.
- b) Des ateliers dans les cinq cantons de la région pour construire et éprouver le diagnostic et les propositions.
- c) Une rencontre régionale.

iii) Un groupe de coordination a été conçu lors d'un atelier en février 2004, avec le mandat d'animer, de conduire et d'élaborer la proposition. Le groupe a été constitué par des producteurs ayant participé aux phases antérieures du programme OP-MAG- CIRAD. Des techniciens ont en outre proposé des noms d'autres représentants. C'est donc dans l'action et via les réseaux d'interconnaissance qui se sont désignés ou ont été reconnus ces personnes et non en fonction d'un rôle de représentant institué d'OP.

Les OP n'avaient pas de rôle suffisamment puissant au niveau régional pour proposer des candidats « éligibles » selon les critères négociés pour constituer le « groupe de coordination ».

Au côté de douze producteurs ainsi co-optés, un technicien et un chercheur se sont vus dotés d'un rôle. Le technicien a été le facilitateur et le chercheur le scribe, chacun devant jouer et jouant le rôle de reformulation et de traduction (au sens de Latour).

Ces derniers et quatre parmi les douze producteurs ont de fait, sans que cela fut programmé, particulièrement été actifs et reconnus comme le « noyau central » du programme.

iv) Le programme s'est élaboré petit à petit autour de relations de confiance. Cette valeur a été une clé de voûte tout au long du processus, preuve en est :

- Le technicien est reconnu par les OP
- Les propositions du technicien d'agréger des participants de son réseau sont acceptées.
- Le rôle de facilitateur est confié au technicien au-delà de son rôle initial d'organisateur de réunions
- Le groupe coordinateur écarte l'idée d'avoir recours à un comité de pilotage qui risquerait de lui nuire en termes d'autonomie.
- Le chercheur est institué comme « la personne qui doit et qui sait écrire [les] propos [des producteurs]. » (Faure, *et al.*, > 2005) p26)

v) Ainsi la formalisation des relations de travail entre les participants s'est élaborée dans l'action au fur et à mesure des travaux : ateliers d'échange, diagnostic, élaboration des propositions, travaux d'écriture et de restitution.

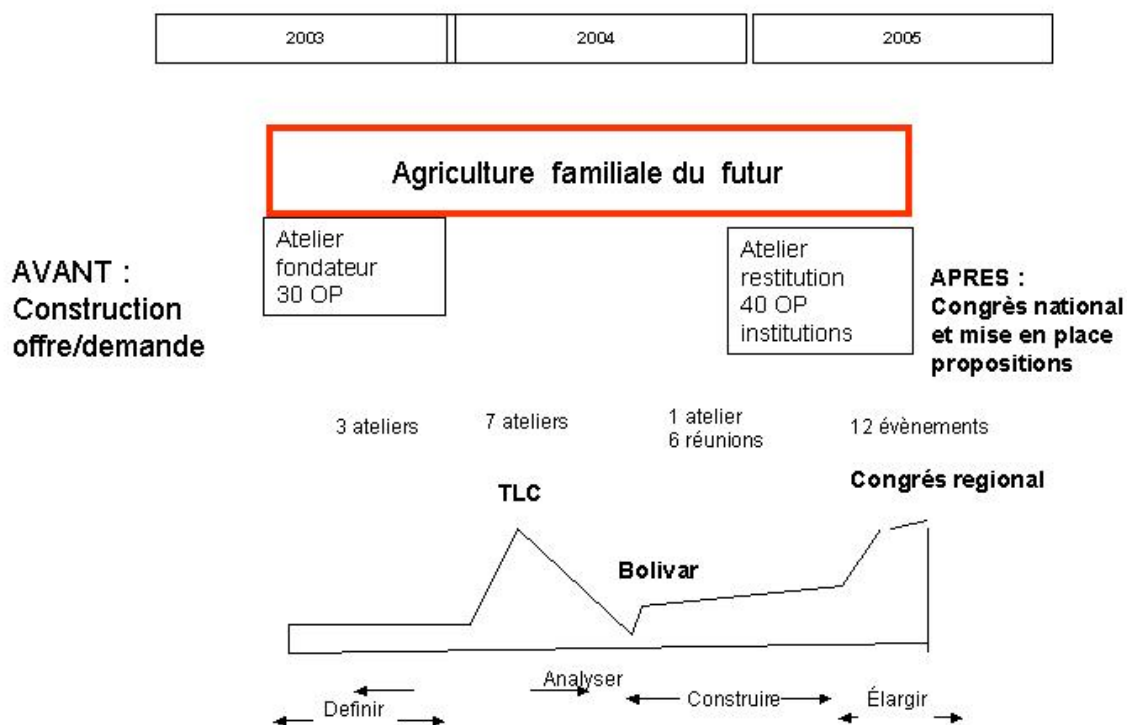
D'une part, la démarche s'est donc appuyée sur :

- des outils formalisés tels que des réunions, l'écriture de documents, la programmation des actions qui cependant a subi des actions,
- une méthode formalisée pour prendre en compte les préoccupations et les propositions des producteurs,
- le refus d'un comité de pilotage au départ. Nous considérons qu'un refus affirmé d'une structure est une formalisation (de même, son choix en serait une).

D'autre part, le choix ou l'agrégation des membres du groupe de coordination n'a pas été formalisé puisque l'action et l'interconnaissance ont opéré sans définition de critères objectifs et intangibles.

2.3 Dynamique de mise en œuvre du dispositif.

Figure : Construction du dispositif de recherche en partenariat



Source : Faure *et al.*, 2005

Le contenu du travail de cette première composante est approfondi entre août 2003 et février 2004 par les réunions de groupes de travail constitués de représentants des producteurs aidés par quelques techniciens du ministère qui apportent leurs connaissances et éclairages sur les différents sujets. Guy Faure et David Meneses jouent le rôle de coordination et d'animation de ces groupes de travail. Un premier document précisant les thématiques prioritaires, la méthode de travail et une première programmation est élaboré. Malgré quelques difficultés (voir chapitre 4) ce travail de mise au point se déroule de façon assez consensuelle et rapide.

En parallèle de ces groupes de travail sont réalisés des ateliers dans les communautés de base et des études de diagnostic débouchant sur un certain nombre de propositions.

De février 2004 à juin 2004 quatre ateliers sont organisés sur les thématiques retenues (Cf. (UNICRESE, 2005a).

- Organisations paysannes
- Activités de production par filières agricoles
- Traité de libre échange qui regroupe un nombre important de participants (une trentaine) et offre l'occasion d'échanges animés.
- Effets du processus de libéralisation

La participation à ces ateliers est plus ou moins forte selon les sujets abordés. Ils regroupent outre les animateurs (Guy Faure et David Meneses) entre 5 et 30 représentants de producteurs et un ou deux techniciens.

Si le premier document de programmation a été bâti de façon assez consensuelle, la réalisation du programme de travail entre février et juin 2004 a été beaucoup plus laborieuse et a mis en évidence des différences d'objectifs et de méthodes entre les participants et en particulier entre les techniciens et les OP mais aussi entre l'agent du CIRAD et celui du Ministère (voir détails chapitre 4). Le processus connaissait ainsi un essoufflement certain mais un événement « inattendu » allait offrir au collectif un nouvel élément favorisant le consensus et relançant la dynamique du groupe.

« **La proposition de Bolivar** ». Cette proposition, présentée en **juin 2004** par un représentant d'une organisation paysanne (Union de los Pequeños Agricultores, UPA) sous la forme d'un document écrit synthétisant sa vision des choses et ses propositions, marque un tournant décisif dans la vie du collectif. Même s'il ne contient que les matériaux déjà discutés, ce document acquiert une forte légitimité du fait qu'il est écrit par un producteur et marque le début de l'appropriation du processus par les représentants des organisations paysannes.

Entre juin et décembre 2004 ce document fut travaillé avec l'appui de Guy Faure auquel les producteurs délèguent le rôle « de scribe puisque il sait écrire » mais ils considèrent que c'est **leur** texte (UNICRESE, 2005a) dont il s'agit.

En parallèle de ce travail sur le texte initial, les producteurs revendiquent la nécessité d'associer la base pour l'informer de ces propositions. Entre 10 et 15 réunions seront programmées et quatre seront effectivement tenues entre **décembre 2004 et avril 2005**.

Ainsi que cela avait été prévu initialement par le collectif, ce texte est présenté en **Juin 2005** au gouvernement et aux institutions par les représentants des organisations de producteurs. Certains représentants nationaux des organisations paysannes (Wilson Campos) revendiquent la paternité de ce document et indiquent qu'il constitue « notre projet politique », « notre carte de navigation ». Le ministère de l'agriculture reprend de l'intérêt pour ce texte alors qu'au départ il regardait le processus avec circonspection. Les techniciens du ministère, en partie mis en cause dans la « proposition de Bolivar », se retrouvent cependant dans ce texte qui porte un regard critique sur le processus de libéralisation de l'économie costaricienne dont ils pâtissent également.

Cet élan conduit à l'élection et à la mise en place d'une commission régionale pour la zone « Huetar Norte » qui est chargée de définir un plan de travail.

Les objets techniques sont dans ce programme des objets immatériels : un diagnostic de l'agriculture de la région, une vision (l'énoncé des finalités de l'agriculture voulue par les producteurs), des propositions et recommandations pour la mise en œuvre des propositions.

Les rôles et fonctions des différents acteurs sont évoquées plus haut, et peuvent être identifiés comme suit :

- Technicien = facilitateur
- Chercheur = scribe
- Bolivar = catalyseur, notable délivrant une légitimité et un visa idéologique au processus et au résultat intermédiaire.
- MAG = suiveur et appui du processus tout en restant une partie à convaincre.

3. Analyse des résultats/impacts obtenus par l'opération.

L'analyse dans le cadre de CIROP sur la phase 2003-2005 du programme MAG-CIRAD-OP de renforcement des OP dans la RÉGION HUETAR NORTE dans la mesure où cette composante a donné lieu à un travail en profondeur et a débouché sur des produits reconnus par les OP et le MAG. Les 3 composantes sont :

- ❖ L'élaboration d'une proposition pour l'agriculture familiale par les OP de la région Huetar Norte
- ❖ Le renforcement des capacités de gestion des OP (élaboration de plan de développement, formation,...)
- ❖ Amélioration des exploitations agricoles (expérimentations, conseil,...)

Le travail aboutit à plusieurs produits :

1) La proposition construite matérialisée dans le document final est « la carte de navigation de nos organisations » d'après un producteur (UNICRESE, 2005a) autrement dit elle est à la fois :

- a) un diagnostic
- b) un manifeste puisqu'elle énonce les valeurs et l'éthique commune des participants. L'idéologie (en termes de systèmes de représentations et de valeurs, selon Lévi-Strauss) des producteurs y est donc exposée.
- c) Une charte, puisqu'elle décline des termes du contrat passés entre OP et des méthodes à suivre (choix des filières à développer en mode bio et équitables, éducation agricole des jeunes...).

2) La création de mécanismes d'échanges entre OP.

3) La création d'outils de négociation avec l'Etat. Et en conséquence, la reconnaissance de la légitimité effective des OP, au-delà du rôle institué. (Cf. (Faure, *et al.*, > 2005).

4) La création de connaissances nouvelles et le renforcement des capacités via l'apprentissage via les échanges.

4. Une synthèse des traits les plus marquants de l'expérience : fonctionnement du partenariat.

Les deux ans de travail (juin 2003-juin 2004) correspondent plus au temps d'ajustement nécessaire entre acteurs (producteurs, techniciens du ministère, chercheurs...) qu'à des délais liés à la production de connaissances ou de plans de travail. De juin 2004 à juin 2005 il y eu un travail continu (une réunion par mois en moyenne, cela pour prendre en compte la disponibilité des participants, notamment paysans).

Le document final produit contient certes des diagnostics sur la situation de la zone Huetar Norte et des propositions intéressantes mais sa valeur réside surtout dans le fait qu'il matérialise l'appropriation progressive du processus par les organisations de producteurs. Les deux résultats majeurs de ce processus auront été d'apporter aux organisations de producteurs :

- un document formalisé qui fixe un cadre de négociation argumenté et qui a force de proposition dans les débats nationaux. « Les producteurs ne font pas que donner leur avis sur des propositions émanant du gouvernement » (citation Guy Faure)
- l'élection d'une commission légitimée par le processus électoral qui a reçu pour mandat de négocier leurs projets avec les partenaires extérieurs.

4.1 Fonctionnement de l'équipe d'animation du collectif.

Guy Faure et David Meneses ont rempli le rôle d'animation et de coordination du collectif en particulier durant toute la phase de démarrage du processus. Cette équipe d'animation « à deux têtes » a connu des difficultés concernant son leadership. Ces difficultés, au-delà des problèmes de pouvoir, recouvrait également des visions différentes des objectifs poursuivis et des démarches à mettre en œuvre.

Pour l'agent du ministère cette démarche de clarification de la problématique du futur des exploitations familiales et de construction de propositions devait déboucher rapidement sur une formalisation sous forme de projets permettant l'obtention de financements pour leur mise en œuvre. Cet agent était donc porteur d'une volonté forte de chiffrage des propositions et de passage à l'action. Par ailleurs la participation des producteurs ou de leurs organisations était plutôt envisagée sous la forme d'enquêtes ou de débats participatifs plus que dans un objectif de renforcement des organisations paysannes elles-mêmes. « Il cherchait à travers ce travail à retrouver des appuis et des financements pour les producteurs comme à l'époque où le ministère disposait de fonds pour l'appui au développement agricole et rural » (citation de Guy Faure).

Pour l'agent du CIRAD la conduite du processus de dialogue, de mise au point et son appropriation par les organisations constituait l'objectif premier de cette dynamique collective et à tout le moins un préalable à la captation de financement et au passage à l'action. Cette vision des choses était sous-tendue par l'analyse suivante : en situation de forte limitation des sources de financement possibles il ne s'agissait pas tant de soumettre un projet précisément chiffré de ce que l'on souhaitait faire mais plutôt de construire un argumentaire aidant les organisations paysannes à négocier et à définir avec les pouvoirs publics et les institutions et les acteurs privés les quelques grands axes prioritaires. La participation des producteurs et des organisations paysannes visait plus des processus d'apprentissage et d'appropriation de la démarche et de son contenu que la production de projets éligibles à des financements.

Ces différends ont été en grande partie « réglés » par la montée en puissance de « la voix du paysan » à travers la présentation par Bolivar de sa proposition écrite. Celle-ci recouvrait une nouvelle légitimité aux yeux du technicien du ministère puisqu'elle était issue non de l'assistant technique mais d'un représentant d'une organisation locale de producteurs. Elle permettait également d'introduire un nouvel acteur et animateur du collectif sur lequel pouvait s'accorder les deux membres de l'équipe d'animation précédente et de sortir de façon positive de la situation de bipolarisation dans laquelle elle se trouvait.

Au-delà de cet élément issu du collectif du projet lui-même, c'est également un rapprochement progressif du projet avec le Programme de Développement Rural du ministère de l'agriculture costaricien qui a, à travers la participation de l'un de ses responsables (Hernan Gonzales), qui a contribué à réguler les différents points de vue existant au niveau de l'équipe d'animation du projet. Cette intervention a également conduit à rapprocher le projet des instances ministérielles du niveau national et non plus uniquement locales de la zone Huetar Norte.

Le consortium MAG-CIRAD prévoyait 18 mois de travail dans la Région Huetar Norte et 18 mois au niveau national. Lors de leur mission, H. Hocdé et J. Marzin en nov 2004 ont proposé que la contre partie du MAG pour les 18 mois restants soit l'implication de Dagoberto Vargas qui travaille au niveau national. Les différends entre le technicien du MAG et le reste de l'équipe a largement contribué à cette proposition. Néanmoins ces différends n'avaient pas influé cette composante dans la mesure où les problèmes ont toujours été réglés de manière satisfaisante (sans heurts « hors normalité » d'une relation de travail).

Les indicateurs identifiés dans le cas étudié sont :

- a) La légitimité, effective ou supposée, du porte parole via son levier pour l'action
- b) Les tensions et les régulations se font soit par des personnes : un paysan-auteur (Bolivar), responsable tiers au programme (Gonzales), soit par des actes comme la lecture du texte de Bolivar.
- c) L'autonomie : la prise en main de la situation par Bolivar.
- d) Le temps
- e) La capacité à s'ajuster aux modifications et aux programmes non réalisés.
- f) Les restitutions et les échanges voire les controverses.
- g) L'interconnaissance, la confiance.

4.2 Des collectifs à géométrie variable.

Si un « noyau dur » du collectif s'est progressivement construit autour de la cellule d'animation (Guy Faure, David Meneses) rassemblant les quatre ou cinq représentants des organisations paysannes les plus motivés, une anthropologue colombienne en thèse (Nadia Rodriguez) et un sociologue allemand, il faut cependant remarquer que les différents groupes qui se constituaient lors des ateliers ou pour les séances de travail ont connu une forte mobilité de leurs membres.

- ❖ Un noyau dur = Technicien+4/5 représentants d'OP+ Chercheur
- ❖ Un noyau mouvant = le noyau dur + Anthropologue+sociologue+5/10 représentants d'OP

Cette mobilité des participants était due à plusieurs éléments :

- Le départ de participants initiaux qui attendaient qu'émergent rapidement des débats des résultats individuels ou collectifs concrets en terme de financement de leurs activités ou projets.
- Les tensions pouvant exister entre les ressortissants de différentes localités (« usteddes hacen mucho pero solo para el canton de San Carlos ! », citation Guy Faure) ou groupes professionnels ont également amené certains participants à se retirer de cette dynamique de concertation. Ces tensions trouvaient généralement leur origine dans des conflits d'intérêt antérieurs à l'élaboration de ces collectifs.
- L'agent du Ministère (David Meneses) faisait entrer dans les collectifs successifs beaucoup de gens divers qui ont parfois déstabilisé la cohérence du groupe. Une cohérence qui s'était construite progressivement et parfois dans des conditions difficiles.
- Une certaine érosion des effectifs peut également être attribuée au passage progressif vers des démarches favorisant la participation active des producteurs et de leurs représentants et leur prise de responsabilité dans le pilotage de la dynamique engagée.

4.4. Forces et faiblesses du processus analysé

L'objet technique –diagnostic, vision, proposition des producteurs- portait en soi la nécessité du travail des producteurs.

Il reste la question –que se pose toujours à ce jour le chercheur du CIRAD impliqué dans le programme OP-MAG-CIRAD- de savoir si le travail de scribe n'entraîne pas une reconstruction. Les propos tenus par les producteurs sont forcément passés au filtre de l'idéologie de celui qui écrit. Néanmoins, le travail de restitution et d'échanges est une méthode qui limite la déformation ou la manipulation des propos.

Une absence coûteuse de comité de pilotage ?

Les difficultés d'arbitrage qui sont progressivement apparues dans le fonctionnement du collectif central (« le noyau dur ») laissent à penser que l'existence d'un comité de pilotage aurait probablement aidé à objectiver les problèmes rencontrés et à trancher lorsque cela s'avérait nécessaire. Ce comité de pilotage aurait ainsi probablement contribué à éviter la phase de « blocage partiel » connu par le collectif central. Néanmoins un processus d'apprentissage de la part du comité aurait été nécessaire (dixit Guy Faure). En effet, un comité de pilotage a besoin de temps avant de pouvoir jouer effectivement ce rôle de régulation.

4.4 Pour une entrée locale ou nationale ?

L'enracinement du projet dans la zone Huétar Norte valorisait l'historique des collaborations entre la recherche CIRAD, le MAG et les organisations de producteurs et a permis un démarrage rapide des discussions et ateliers mais on peut également se demander si une entrée par le niveau national n'aurait pas permis de donner dès le départ une ouverture plus grande et un autre rythme au processus de concertation, et d'offrir de nouvelles alliances. Mais établir l'interconnaissance et la confiance nécessaire au départ à un niveau national est plus difficile et donc plus long.

5. Les doutes et questionnements majeurs posés par cette expérience (pour le rédacteur)

5.1 Sur le dispositif de RAP.

La dynamique de groupe est dans ce cas relativement informelle (pas de comité de pilotage, pas ou peu de formalisation des règles de fonctionnement et des rôles des différents participants...) qui s'appuie initialement sur le tandem Faure-Meneses avec les avantages de ce type de dispositif (flexibilité, réactivité, ...) et ses limites (importance du poids des relations inter-personnelles, difficultés d'arbitrage et d'objectivation...).

Cependant il semble que dans la plupart de nos travaux se trouvent dans ce cas de figure là et donc relativement loin du schéma type ou théorique présenté en annexe n°1 du guide d'entretien. Cela repose donc la question des conditions d'émergence et de construction progressive du dispositif, question déjà évoquées lors de l'école chercheur CREP. Cette question générale peut-être déclinée en plusieurs interrogations sous-jacentes :

- Faut-il attendre ou travailler à la construction d'un dispositif ad hoc avant d'initier le travail de diagnostic et de programmation lui-même ? Ou bien faut-il concevoir des allers- retours ?
- Comment mieux clarifier au départ les objectifs des uns et des autres au-delà de l'accord sur des termes généraux où chacun croit retrouver ce qu'il pense ? Ne peut-on éviter d'avoir à réajuster en cours de réalisation ou peut-on mieux baliser le terrain au départ tant au niveau des relations inter-personnelles qu'inter-institutionnelles ? (souvent les travaux sont initiés dans des conditions floues et/ou non tout à fait satisfaisantes = de la nécessité des organes et lieux de régulations et de décision)
- Faut-il au contraire partir du principe que la géométrie du dispositif est une construction qui ne peut se faire indépendamment du travail de diagnostic et de programmation et qu'il faut plutôt réfléchir en terme d'un processus organisationnel mené en parallèle du travail de diagnostic et de programmation ? Si la réponse est oui, l'un des sujets de notre réflexion collective pourrait traiter des enseignements méthodologiques qu'il est possible de tirer des différentes expériences analysées dans le cadre de CIROP.

5.1 Sur les résultats obtenus : quels apports de ce processus au regard des autres efforts conduits par les OP pour asseoir leurs « revendications » ?

Au-delà de l'analyse de ce travail lui-même, il peut être intéressant de voir comment cet effort de formalisation de la situation et de construction de propositions argumentée par les organisations de producteurs, mené à travers ce projet CIRAD-Ministère de l'agriculture Costaricien, s'articule avec les autres efforts de ces organisations.

Ainsi l'organisation « Mesa Nacional Campesina » (MNC) a également conduit un processus de consultation et d'échange avec ses adhérents pour construire leur « plataforma rural » qui visait également à préciser leur lecture de la réalité agraire costaricienne et à formuler des propositions. De même l'organisation « UPA Nacional » avait poussé des réflexions similaires autour de la « comision mixta agro-pecuaria ». Enfin de son côté le gouvernement costaricien avait engagé des consultations avec les producteurs et leurs organisations pour la construction du « estrategia agro21 »

On peut ainsi se poser un certain nombre de questions coté producteur ... :

- Quels sont les apports spécifiques du processus et du document issus du projet CIRAD-Ministère par rapport aux autres efforts des organisations de producteurs ?
- En quoi la participation de chercheurs dans le collectif a-t-il amélioré l'objectivité des diagnostics, la légitimité des propositions, ou la richesse des partenariats ?
- Quels sont les avantages comparatifs qu'offrent les partenariats avec la recherche dans ces processus d'apprentissage des responsables paysans et de renforcement de leurs organisations ?
- ...

... et coté chercheur :

- quel est notre positionnement, notre rôle et notre apport spécifique dans ces collectifs ? (un simple animateur de plus, un fournisseur d'informations, un conseiller méthodologique, un démiurge...)
- au-delà de l'implication des chercheurs en quoi la participation des institutions de recherche à ces processus de construction argumentaire de certains groupes sociaux redéfinit-elle la place des institutions de recherche dans la société et leurs relations aux différentes formes de pouvoir (Etat, ministères de l'agriculture, organisations paysannes...). Qu'elles en sont les conséquences ?
- Quelles sont les questions de recherche, les hypothèses testées et les résultats génériques ?

BIBLIOGRAPHIE

Faure G., Meneses D., Hocdé H. 2005. Construction d'une proposition pour le renforcement de l'agriculture familiale par les organisations paysannes dans la région Huatar Norte au Costa Rica : une réflexion sur la méthode., CIRAD, Montpellier, France, 10 p.

Hocdé H., Triomphe B., Dulcire M. 2005. Guide de mise en récit et d'analyse d'expériences. 6 p. [2005_06_13].

UNICRESE. 2005a. La agricultura familiar para nuestros hijos en la región Huatar Norte desde la perspectiva de las organizaciones de productores : aspectos metodológicos. Diagnostico, visión y propuesta: una contribución al Desarrollo Territorial Rural. 77 p. [2004_06].

UNICRESE. 2005b. La agricultura familiar para nuestros hijos en la región Huatar Norte desde la perspectiva de las organizaciones de productores : aspectos metodológicos. Diagnostico, visión y propuesta: una contribución al Desarrollo Territorial Rural(Resumen). 22 p.